

Sélection d'article sur la politique suisse

processus

Election Conseil national 2023 – Jura

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Buchwalder, Mathias

Citations préféré

Buchwalder, Mathias 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Election Conseil national 2023 – Jura, 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 28.06.2025.

Sommaire

Chronique générale	1
Eléments du système politique	1
Elections	1
Elections fédérales	1

Abréviations

Chronique générale

Eléments du système politique

Elections

Elections fédérales

ÉLECTIONS
DATE: 22.10.2023
MATHIAS BUCHWALDER

Pour conquérir l'un des deux **sièges jurassiens au Conseil national**, 34 personnes se sont portées candidates lors des **élections fédérales de 2023**, parmi lesquelles 13 étaient des femmes. Les 17 listes déposées, issues de 8 partis, constituaient un nouveau record. Une multiplication des listes qui s'explique par une volonté de ratisser large, selon le Quotidien Jurassien, mais qui comportait le risque de susciter de la confusion, voire du désintérêt, dans l'esprit des électeurs et électrices.

Avant la campagne, le journal local a cependant souligné qu'il ne s'agissait pas, pour une fois, d'une élection courue d'avance. Cela tenait notamment au fait que l'un des deux sortants, l'ajoulot Jean-Paul Gschwind (centre), ne se représentait plus, à 71 ans et après trois législatures sous la Coupole fédérale. L'autre sortant, le socialiste Pierre-Alain Fridez, a demandé une dérogation à son parti afin de pouvoir briguer un mandat supplémentaire, après avoir lui aussi déjà effectué trois législatures à la chambre basse. Les statuts du PS jurassien prévoyaient en effet un maximum de trois mandats pour les parlementaires fédéraux. Malgré l'opposition de la jeunesse socialiste, désireuse de laisser place à la relève, la dérogation a été accordée à Fridez lors d'un congrès extraordinaire. Avec le médecin de Fontenais, les socialistes gardaient ainsi une locomotive électorale pour le national, alors que leur siège au Conseil des Etats semblait déjà menacé. Comme en 2019, Loïc Dobler a endossé le rôle de colistier, la presse envisageant un départ en cours de mandat de Fridez pour lui laisser sa place. Une deuxième liste provenait des rangs socialistes, avec deux candidatures de la JS. En outre, un apparentement a été conclu avec les Vert-e-s, qui présentaient une liste principale et une liste jeune.

Au Centre, ce sont trois listes qui étaient sous-apparentées. Sur deux d'entre elles figuraient les député.e.s Amélie Brahier, Gauthier Corbat, Anne Froidevaux et Magali Voillat. La troisième liste provenait des rangs des jeunes démocrates-chrétiens. De plus, le Centre a uni ses forces avec celles de la liste des Socio-Chrétiens (anciennement PEV). En revanche, l'apparentement entre Centre et Vert'libéraux n'a pas vu le jour, malgré la volonté des partis nationaux d'aller dans ce sens. Le Centre Jura a considéré qu'il était trop tôt pour cela, considérant l'histoire récente du PVL dans le Jura, issu d'une scission d'anciens membres du PDC. Les Vert'libéraux sont donc partis seuls dans la bataille, en présentant deux listes. Seul autre mouvement n'ayant conclu aucun apparentement, HelvEthica, né durant la crise du Covid-19 pour défendre les libertés individuelles, était représenté par deux candidats (une liste).

Enfin, PLR et UDC ont chacun déposé trois listes en vue de l'élection, dont une liste jeune du côté de l'UDC. Surtout, les deux partis de droite ont décidé de mettre leurs différences de côté afin de partir ensemble dans la course. Un apparentement qui s'est produit pour la première fois depuis 2007 et l'élection du controversé Dominique Baettig (udc). Depuis lors, les libéraux-radicaux avaient refusé une alliance – un «traumatisme» effacé en 2023, selon le Quotidien Jurassien. Cet apparentement traduisait également la volonté du PLR suisse de conclure des alliances avec l'UDC dans de nombreux cantons.

Partant du constat qu'ils n'avaient aucune chance d'obtenir un strapontin sans apparentement, les deux partis ont souhaité faire campagne sur des thèmes communs, à savoir «la reconnaissance de la valeur du travail, l'agriculture, la conservation de l'armée et une mobilité qui réponde aux besoins de tous», malgré des différences sur les questions européennes et migratoires. Les autres partis ont dénoncé de l'opportunisme électoral. L'UDC a rétorqué qu'ils avaient «peur de cette alliance» avec le PLR, dans laquelle les deux partis misaient sur leurs points forts communs. Le PLR a souligné que la gauche n'était pas autant critiquée lorsqu'elle concluait des alliances. Une analyse des profils Smartvote des partis a cependant montré que les positions des Vert-e-s et du PS étaient pratiquement les mêmes, ce qui n'était pas le cas du PLR et de l'UDC. Interrogé par le Quotidien Jurassien, le politologue Pascal Sciarini a rappelé qu'en 2019, l'UDC aurait gagné sept sièges supplémentaires si elle s'était associée au PLR dans tous les cantons: «ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd», a-t-il conclu. Sur les listes UDC, on retrouvait notamment Thomas Stettler, qui figurait également sur la liste commune avec le PLR pour le Conseil des Etats.

Dernier parti du paysage politique jurassien n'ayant pas annoncé de candidatures, le PCSI a finalement renoncé à se lancer dans la course, préférant se concentrer sur les prochaines échéances électorales cantonales. Ainsi, les 9 pour cent de voix récoltées

par le parti de centre-gauche en 2019 étaient à repourvoir.

Le jour de l'élection, il a fallu être patient pour connaître les élu.e.s. En raison d'un bug informatique, les résultats sont tombés après 20h. Une attente qui n'a pas gâché la joie de Thomas Stettler et de ses partisan.e.s. lorsque la nouvelle est tombée. En conservant à peine 200 voix d'avance sur le Centre, l'alliance PLR-UDC a terminé en deuxième position, permettant à l'agriculteur de 53 ans d'obtenir son ticket pour Berne. Il a ainsi gagné le droit d'accompagner Pierre-Alain Fridez, réélu pour un quatrième mandat. Le coup a été dur pour le Centre: Gauthier Corbat n'est pas passé loin de rafler le siège sur le gong, mais il n'a finalement pas succédé à Jean-Paul Gschwind. Pourtant, l'entrepreneur ajoulot a récolté plus de voix à titre individuel que Thomas Stettler. C'est donc l'alliance avec le PLR qui a fait la différence pour le parti agrarien. Le score de l'UDC a été très bon: avec 19.1 pour cent des votes (+4.5pp par rapport à 2019), il est devenu le troisième parti du canton, devancé par le PS (29.6%, +2.6pp) et le Centre (26.5%, +3.7pp). Les Vert-e-s ont perdu du terrain par rapport à 2019 (11.1%, -4.5pp), une tendance observée dans toute la Suisse. De son côté, le PLR (8.7%, -0.4pp) n'a pas pu profiter de l'alliance pour tirer son épingle du jeu. A l'heure du bilan, les membres du parti ont constaté que la multiplication des candidatures n'était visiblement pas une bonne solution, regrettant n'avoir pas su mobiliser leur électorat. Chez les centristes, frustré.e.s d'avoir perdu leur siège, on a d'ailleurs jugé que le PLR avait «encore joué le rôle de marchepied pour l'UDC». Figure de l'ex-parti démocrate-chrétien, l'ancien ministre François Lachat a fustigé l'union «contre-nature de la carpe et du lapin, pour reprendre La Fontaine». Les listes des Vert-libéraux (2.4%), d'HelvEthica (1.7%) et des Socio-Chrétiens (0.9%, -0.5pp) n'ont pas joué de rôle significatif dans le scrutin, pour lequel la participation s'est montée à 43.6 pour cent.

Pour l'anecdote, la commune jurassienne d'Ederswiler est celle qui a le plus voté pour l'UDC de tout le pays. En effet, 93.5 pour cent des bulletins du seul village germanophone du canton étaient destinés au parti agrarien. A l'inverse, la commune de Fontenais est celle où le parti socialiste a remporté le plus de suffrages en Suisse, avec un score de 46.3 pour cent.

Quelques jours après son élection, Thomas Stettler a déclenché une polémique lors de sa participation à l'émission de débat «Infrarouge» de la RTS. N'ayant pas apprécié que l'UDC soit qualifiée de «raciste» par un autre intervenant, il a réfuté cela, concédant que le parti est «xénophobe, peut-être». Cette réponse n'a pas manqué d'être reprise dans les médias nationaux et dans la sphère politique. Par la suite, Thomas Stettler a expliqué avoir eu l'intention de thématiser la peur de l'inconnu et «la crainte des cultures qui nous sont étrangères», ressentie selon lui auprès des électeurs et électrices rencontrées durant la campagne, et non l'hostilité envers les étrangers. En tout cas, la presse a rapporté que l'UDC Suisse n'aurait que très peu goûté à la déclaration de son nouvel élu.¹

1) QJ, 2.2., 17.2., 17.3., 1.4., 20.4., 29.4., 6.5., 8.5., 11.5., 16.5., 24.5., 10.6., 22.6., 30.6., 7.7., 19.8.23; LT, QJ, 29.8.23; QJ, 5.9., 6.9.23; LT, 12.9.23; QJ, 13.9., 29.9., 7.10., 18.10.23; LT, Lib, QJ, 23.10.23; QJ, 24.10., 2.11.23